

Nouveau Projet 25

Sommaire
Hiver 2024

En couverture

2023



Nouveau Projet confiera la couverture de ses numéros de fin d'année aux meilleure-s illustrateur-trice-s d'ici. Leur mandat: nous présenter une scène du Québec nouveau.

Pour inaugurer la série, l'illustrateur montréalais **Romain Lasser** a choisi un panorama typique de l'hiver québécois en territoire urbain : «C'est ma vision d'un Québec nouveau, effervescent, dans lequel les gens avancent et s'adaptent malgré les défis du quotidien. En dépit de nos différences, nous sommes solidaires dans les moments les plus difficiles. C'est ce que je trouve beau dans cette cohabitation.»

28 COLLAGE

44 ESSAI

Pleurer un paysage
Véronique Côté

50 ESSAI

Les Palestiniens emploient la violence qu'Israël leur a enseignée
Chris Hedges

54 PHOTOJOURNALISME

L'année en images
Adil Boukind
Martin Chamberland
Marie-France Coallier
Ivanoh Demers
Miriane Demers-Lemay
Valérien Mazataud
Jacques Nadeau
Renaud Philippe
Patrick Sanfaçon

68 PORTRAITS DE DISPARU-E-S

Treize mots pour Milan Kundera
Kateri Lemmens

72 PORTRAITS DE DISPARU-E-S

Sinéad O'Connor
Jimmy Beaulieu

73 PORTRAITS DE DISPARU-E-S

Hubert Reeves

74 PORTRAITS DE DISPARU-E-S

Twitter est mort, on va où ?
Léa Stréiski



77 PORTRAITS DE DISPARU-E-S

Quelques adieux

82 RECOMMANDATIONS 2023

2024

96 ESSAI

De la subjectivité du gros bon sens
Jonathan Livernois



104 ESSAI

Les noces d'or du temple du magasinage
Laurence Côté-Fournier



110 ESSAI

Paris, capitale du 21^e siècle
Pierre-Yves Néron



Guide du Québec nouveau

Et aussi

08 INDEX

15 COURRIER

18 INTRO
Résolution
Nicolas Langelier



115 TRANSITION

Agir pour la nature
Coralie Beaumont

122 VISAGES DU QUÉBEC NOUVEAU

Une politicienne pas comme les autres
Lisa-Marie Gervais



125 BOIRE, MANGER, FAIRE, DORMIR

L'Estrie en 45 adresses
Marie-Julie Gagnon

130 ESTRIE LITTÉRAIRE

Dans leurs mots
Marc-Étienne Brien

22 DONATEUR·TRICE·S

25 MÉCÈNES ET
PARTENAIRES DE FONDATION

132 MOT CROISÉ
Étienne Hannequart-Ferron



Qui provoque les vrais changements ?

Dans l'ombre des figures de proue du militantisme et des meneurs (le plus souvent masculins) dont se souviennent les livres d'histoire, une foule d'anonymes rend possible la réalisation des grands changements.

À travers l'histoire de l'engagement «ordinaire» des femmes de sa lignée, **Mélikah Abdelmoumen** rend hommage au côté souvent très prosaïque de l'élan militant. Elle réfléchit à ses motivations, à ses implications, à ses insuffisances et à ses paradoxes.

«Un essai doux et touchant, qui remporte avec brio le pari risqué de l'espoir.»

— *Le Devoir*

Pour vous procurer ce livre,
version papier ou numérique



atelier10.ca/documents

Documents



Les engagements ordinaires
Mélikah Abdelmoumen

Lutter de mères en filles

25

DE LA SUBJECTIVITÉ DU GROS BON SENS

Alors que la droite s'autoproclame protectrice d'un prétendu « gros bon sens » dont la gauche aurait perdu toute notion, il est bon de se rappeler que ce n'est pas d'hier que les forces conservatrices ont recours à cette tactique.

JONATHAN LIVERNOIS



Maurice Bellemare,
1955. BAnQ Vieux-
Montréal, Fonds
Gabriel Desmarais
(Gaby).

ON EST MODERNES ET VOILÀ

qu'on n'en est plus certain·e·s. L'injonction rimbaudienne «Il faut être absolument moderne» nous a mis·es dans le trouble. On veut le retour de certaines idées stables. On est embarrassé·e·s par tant de diversité et par l'implosion des notions simples. Par exemple: la théorie des genres a envahi nos écoles primaires et on mêle tout le monde, à commencer par les enfants. Jean-François Lisée, qui est devenu sage sans qu'on sache trop quand et comment ça s'est passé, le disait bien, il y a quelques mois, dans *Le Devoir*: «À l'heure où l'on s'apprête à reconduire cette pédagogie hasardeuse au sein du nouveau cours "Citoyenneté québécoise", je n'ai qu'un mot à lui dire: pause!» C'est prudent en diable comme attitude: calmons-nous, prenons une pause. Dans ce domaine et dans plein d'autres: pensons à la prétendue terreur de l'EDI (Équité, diversité et inclusion) dans les universités québécoises, ou encore au développement «tentaculaire» du *wokisme*, terme qui a tous les traits d'un anathème définitionnel—comme, à la fin du 19^e siècle, en France, le substantif *intellectuel*.

Mais comment justifier une pause dans notre cavalcade moderne? En convoquant le gros bon sens, tout simplement. C'est une expression qui revient de temps à autre, selon la saison politique.

Le chef du Parti conservateur du Canada, Pierre Poilievre, l'emploie sans arrêt par les temps qui courent. À la fin de l'été, au Congrès du gros bon sens de Québec (c'est bien le titre de l'événement, je ne niaise pas), Poilievre n'a cessé de marteler qu'il fallait ramener ce gros bon sens à Ottawa. Si vous êtes d'accord avec lui, si vous considérez que le chouleur coute trop cher à cause de Justin Trudeau, que la *critical race theory* nous détourne des vrais problèmes comme l'emploi et le développement des hydrocarbures, vous pouvez acheter votre gaminet sur le site web du parti. «Après huit ans, les Canadiens comme vous sont fatigués de se sentir ignorés par leur gouvernement. Envoyez à Trudeau le message que vous REJETEZ son programme *wokiste*. Ensemble, nous reprendrons le contrôle de nos vies et ferons du Canada le pays le plus libre au monde. Achetez votre T-shirt "Ramenez le gros bon sens"», lit-on.

De quoi est fait ce gros bon sens, au juste? Cela va de soi, puisque c'est le gros bon sens. Et on ne définit pas ce qui va de soi. Le gros bon sens est toujours juste, jamais dépassé, il existe de tout temps.

Il n'y a pourtant rien de plus idéologique et de plus historique que le «GBS», cette planche de salut pour la réaction.

Dans les journaux du Bas-Canada, on trouve l'expression *gros bon sens* dès le début du 19^e siècle. Si on traverse l'Atlantique, on peut remonter plus loin encore. Par exemple, en flanant dans *Le Mercure de France* d'avril 1746, on peut lire une lettre qui remet en question la philosophie de Descartes sur les animaux. Le correspondant se justifie ainsi:

Pour moi je m'en tiens au gros bon sens du laboureur, du chasseur et de tous ceux qui apprivoisent et qui dressent des animaux, avec lesquels ils ne dédaignent pas faire une sorte de conversation, croyant entendre et être entendus.

Face à l'homme qui murmure à l'oreille des chevaux, Descartes ne fait pas le poids lorsqu'il refuse une âme aux animaux. Dans *l'Encyclopédie*, quelques années plus tard, Diderot est fort amusant:

BON-SENS, s. m. C'est la mesure de jugement et d'intelligence avec laquelle tout homme est en état de se tirer à son avantage des affaires ordinaires de la société [...]. Il y a bien de la différence dans notre langue entre un homme de *sens* et un homme de *bon-sens*: l'homme de *sens* a de la profondeur dans les connaissances, et beaucoup d'exactitude dans le jugement; c'est un titre dont tout homme peut être flatté: l'homme de *bon-sens* au contraire passe pour un homme si ordinaire, qu'on croit pouvoir se donner pour tel sans vanité.

Retenons la distinction.

ACTION VALE, LE LIEU DE TOUS LES DANGERS

Dans plusieurs de mes travaux, j'ai constaté une récursivité du passé le plus conservateur au cœur même de la modernité québécoise, pendant les années 1970. Un peu comme si les choses allaient trop vite pendant la Révolution tranquille et qu'on avait senti le besoin d'une... pause.

Pierre Vallières, qui vise tout croche des cibles qui n'existent pas vraiment dans ses essais de la fin des années 1970, voit le phénomène:

Aussi, affirme-t-on ces jours-ci que les Québécois ont du mal à digérer les changements survenus depuis 1960, que la bousculade a été trop vive, que les gens veulent maintenant retrouver les racines de leur sécurité et ne plus faire face à l'inconnu. Tout cela est affirmé d'en haut à coups redoublés d'analyses scientifiques et d'«impératifs catégoriques». (Le vieux Kant commande encore les esprits.) À l'intention des moutons effarouchés, on ressuscite Maurice Duplessis et les principes de la politique du «gros bon sens».

Était-ce si pire que ça? Revenons 50 ans en arrière. Le gros bon sens a alors un nom: Maurice Bellemare. Au moment où la modernité bat son plein, où le Stade olympique est en train de ne pas être construit assez vite, un homme se lève contre la corruption et l'orgie de dépenses du gouvernement Bourassa. Il propose, contre tout ça... le «gros bon sens», évidemment.

Rescapé d'une leucémie l'année précédente, Maurice Bellemare revient sauver son parti, l'Union nationale, qui n'a plus de députés depuis les dernières élections générales, en

1973. Cinq cents délégués le choisissent comme chef intérimaire, le temps qu'il reparte la machine. Bellemare est le plus beau reliquat du duplessisme qui soit: élu sans interruption dans la circonscription de Champlain de 1944 à 1966 (il ne s'est pas représenté en 1970), celui qu'on appelle le «lion du Cap» a été ministre sans portefeuille dans le gouvernement de Paul Sauvé et d'Antonio Barrette. De retour au pouvoir avec Daniel Johnson en 1966, il est devenu leader parlementaire. À l'image de son héros Maurice Duplessis, il connaît le règlement de l'Assemblée législative sur le bout des doigts. Il a également été ministre du Travail. L'une de ses méthodes de négociation: enfermer les parties patronale et syndicale dans un local jusqu'à ce qu'elles s'entendent. Pourquoi pas?

Bellemare est un politicien à l'ancienne, représentatif d'une époque à peu près révolue en 1974: celle qui remonte à la crise de 1929, avec la montée des politiciens qui parlent un peu tout croche, qui sont populistes, qui insistent sur leurs origines modestes et sur leur peu d'éducation comme gage de travail acharné et d'authenticité. Ceux-ci se targuent justement d'être des hommes de «gros bon sens». Maurice Bellemare s'inscrit dans leur sillage.

Le député de Champlain n'a pas beaucoup d'instruction; il a dû quitter l'école en septième année pour travailler, notamment, dans un camp de bûcherons de la Mauricie. Il a étudié le soir pour obtenir son permis de «mesureur de bois», métier qu'il a exercé dans le même camp. Il est ensuite devenu serre-frein sur les trains du Canadien Pacifique, ce qu'il considérera comme son véritable emploi toute sa vie durant.

Son manque d'instruction lui cause certains désagréments. Sur bien des documents, il signe son nom à l'aide d'une règle. En chambre, ses lacunes de vocabulaire le desservent parfois. On raconte que, pendant un débat, le ministre du Travail s'insurge: un député libéral a traité son collègue ministre d'estafette (un soldat qui transmet des messages). Bellemare s'emporte: la vie privée de son collègue



ne concerne que lui et n'a rien à voir dans le débat. Autrement dit, il a confondu estafette et... vous avez compris. À un autre moment, il renvoie à la «raffinerie» (au sens de raffinement) des propos du député libéral Pierre Laporte...

Bellemare garde toujours le contact avec ses électeur·trice·s. Il continuera ainsi bien après sa retraite de la politique, entre autres par le truchement de cartes de souhaits envoyées pour le Nouvel An. En 1986, il y donne *beaucoup* de détails: «Blanche et moi avons une assez bonne santé. Un peu de rhumatisme pour mon épouse et moi de la difficulté avec mes jambes depuis qu'ils ont pris les artères dans les jambes pour faire les quatre pontages au cœur, le 6 mars 1985. Au début de ma 75^e année, je manque un peu de force et de courage. Ça a le mérite d'être précis. On ne perd pas le fil dans la carte de l'année suivante: «Blanche souffre d'arthrite

**DE QUOI EST FAIT CE GROS
BON SENS ? CELA VA DE SOI,
PUISQUE C'EST LE GROS BON
SENS. ET ON NE DÉFINIT PAS
CE QUI VA DE SOI. LE GROS
BON SENS EST TOUJOURS
JUSTE, JAMAIS DÉPASSÉ,
IL EXISTE DE TOUT TEMPS.**



aiguë et devra être opérée prochainement dans une hanche et moi je subis un diabète très prononcé mais sous contrôle.» S'il avait pu lui-même annoncer sa mort dans sa carte pour le Nouvel An 1989, Maurice Bellemare l'aurait fait, j'en suis convaincu.

Déjà, dans les années 1960, Maurice Bellemare avait l'air d'un homme d'un autre temps. L'Union nationale avait changé; avec Daniel Johnson et Jean-Jacques Bertrand comme premiers ministres, le parti avait embrassé les réformes de la Révolution tranquille, lancées par les libéraux de Jean Lesage. Mais là, nous sommes en 1974, Daniel Johnson et Jean-Jacques Bertrand sont morts, et ce n'est plus le temps de niaiser.

Le 13 avril 1974, Pierre Bourgault, dans son billet du *Petit Journal*, ne semble guère priser ce *comeback*:

Vous les connaissez, ce sont les dinosaures de la politique, ceux qui donnent des conférences de presse «amusantes», ceux pour qui la chose publique a toujours été une partie de fun qu'on joue sur le dos des naïfs et des ignorants, ceux qui s'engraissent la patte tout en augmentant leur contribution à l'église paroissiale, ceux qui croient au gros bon sens sans jamais pouvoir démontrer le moindre soupçon de sens commun, ceux qui semblent ne jamais vieillir parce qu'ils sont nés vieillards, ceux qui, comme Maurice Bellemare...

L'opposition entre *gros bon sens* et *sens commun* n'est peut-être pas très différente de ce que proposait Diderot dans

l'Encyclopédie... Chose certaine, le principal intéressé ne fait pas de cachette quant à ses intentions, dans une entrevue qu'il donne à plusieurs journalistes dans son bureau de l'Union nationale, sur la Grande Allée, à Québec. Il feint d'abord de s'excuser de mal parler pour mieux s'affirmer: «Bellemare, y parle en joual. J'peux pas me changer, j'suis ben d'même.» D'accord. Il présente ensuite ses objectifs. On peut en tirer quelques constats:

– Il se sacre des jeunes, devenu·e·s des «numéros» à force de fréquenter les cégeps. Ce sont aussi des plus jeunes que lui qui ont coulé le parti avec leurs idées de fou. Finalement, il sait qui viser: «Tous les hommes de 40 ans et plus, nos hommes d'affaires, nos médecins, ceux qui ont été formés à l'époque de Duplessis, on peut avoir confiance en eux.» Aussi bien sauter par-dessus la Révolution tranquille. Et le droit de vote des femmes.

– Il cherche à restructurer le parti—it est reconnu pour avoir orchestré un nombre impressionnant de victoires dans des élections partielles depuis les années 1940. Le but est simple: que l'Union nationale reprenne le pouvoir. Pas de niaisage. Il parlera directement aux gens. Pas besoin des «écriveux de discours».

– Comme le déclare le journaliste Robert Lévesque dans *Québec-Presse*: «C'est une réincarnation de Duplessis qui vient de faire son entrée. Comme lui, Bellemare veut rétablir "le gros bon sens dans la province", ce que l'ex-chef de cabinet de M. Loubier, Michel Bellemare, a qualifié de "retour en arrière".»

**« JE N'AI PAS BESOIN DE DIRE, M. LE PRÉSIDENT,
QUE LES MOTS QUE [ROBERT BURNS] A
EMPLOYÉS, JE NE LES RÉPÈTERAI PAS, CE N'EST
PAS PARLEMENTAIRE. AH NON ! DES HOSTIES DE
TABERNACLES, JE NE SUIS PAS CAPABLE DE DIRE
CELA, C'EST IMPOSSIBLE. JE NE LE DIRAI PAS. »**

Et quel est ce «gros bon sens»? Ce n'est pas et ça n'a jamais été très original: il faut cesser «l'orgie de taxes», dit-il. Si ça ne change pas, «ça ne sera pas beau», comme s'il pressentait un soulèvement populaire, rien de moins.

Les choses prennent soudainement une tournure inattendue. Une élection partielle est déclenchée dans la circonscription de Johnson, où, quelques mois auparavant, aux élections générales de 1973, le candidat unioniste a fini bon dernier. Le lion du Cap ne restera pas sur le banc. Il se présente tout de go comme candidat de l'Union nationale dans cette circonscription essentiellement rurale, dont la principale ville est Acton Vale. Il se veut le «champion de la majorité silencieuse». Il pourrait même s'imposer comme le nouveau chef de l'opposition à Québec, ainsi qu'il le rappelle au journaliste du *Soleil*: «En ce qui concerne la désignation d'un leader commun pour les créditistes, les péquistes et les unionistes, possibilité qu'il envisageait dans l'entrevue qu'il accordait au *Devoir*, il a déclaré que, lorsque les députés de l'opposition auront vu à l'Assemblée nationale son habileté et l'efficacité de «ses vieux trucs», il se pourrait bien qu'ils se regroupent sous son autorité.» Mais encore faut-il qu'il soit élu. Il le sera, le 28 août 1974. Un éditorialiste de la région des Bois-Francs, convoquant Cicéron au passage (*why not?*), vient confirmer ce qui s'est passé: «Leçon de courage que celle que vient de nous servir Maurice Bellemare. Ne rien tenir pour impossible tant qu'on n'a pas la preuve du contraire, écrivait déjà Cicéron. Le gros bon sens des électeurs de Johnson a parlé. Daucuns diraient: la conscience politique.»

Voilà donc le retour du gros bon sens à l'Assemblée nationale, tandis que le gouvernement Bourassa est embourré dans les scandales, le marasme olympique et le saccage du chantier de la baie James. À Acton Vale, lors de son discours de victoire, Maurice Bellemare annonce qu'il demandera «la tenue d'une enquête royale sur les frais astronomiques du projet de développement de la baie James» et cherchera à «savoir combien le gouvernement a consacré d'argent à pavier les routes du comté durant la campagne». (Cette dernière requête est assez audacieuse de la part d'un disciple de Maurice Duplessis, qui a fait asphalte bien des bouts de route pour récompenser les électeur·trice·s ayant voté «du bon bord».)

Une fois en chambre, Bellemare en appelle encore au «gros bon sens», mais est quelque peu désorienté: celui qui connaissait par cœur le règlement de l'Assemblée nationale doit composer avec un nouveau règlement, adopté en 1972. Ses déclarations demeurent truculentes. Après la victoire du Parti québécois, en 1976, flanqué de dix nouveaux collègues unionistes (ce sera un baroud d'honneur pour le parti de Maurice Duplessis), le doyen de l'Assemblée nationale ne se prive pas pour tancer ces jeunes hommes qui ne respectent pas toujours le code vestimentaire du lieu. Ainsi, lors de la première télédiffusion des débats, en 1978, Bellemare, goguenard, déclare: «Durant toute ma carrière, je n'ai jamais vu autant d'éclairage et autant de beaux hommes comme j'en vois devant moi, si bien habillés. Il y a eu un concours de beauté dernièrement, j'espère, parce que tout le monde est

arrivé avec de beaux habits neufs. Il n'y a plus de chemise à carreaux, il n'y a plus de jeans nulle part.»

Il ne prise guère les cols roulés des membres du PQ, les «péquistes», ainsi qu'il les appelle. Bellemare sacre aussi, parfois: «Je n'ai pas besoin de dire, M. le Président, que les mots qu'il [Robert Burns] a employés, je ne les répéterai pas, ce n'est pas parlementaire. Ah non! des hosties de tabernacles, je ne suis pas capable de dire cela, c'est impossible. Je ne le dirai pas.» Voilà une belle prétention.

PEUT-ÊTRE A-T-IL EU L'INTELLIGENCE DE COMPRENDRE QUE SON GROS BON SENS AVAIT FAIT SON TEMPS. QUE CE QU'IL CONSIDÉRAIT COMME ALLANT DE SOI N'ÉTAIT AU FOND QUE SA PROPRE IDÉOLOGIE, DATÉE, PÉRIMÉE DEPUIS QUELQUES DÉCENNIES DÉJÀ.

Maurice Bellemare démissionne après un mandat de cinq ans, le 19 décembre 1979. Il le fait en chambre, à la veille du dévoilement de la question référendaire. Pourquoi? Il devine ou sait déjà que le chef de l'Union nationale depuis 1976, Rodrigue Biron, s'apprête à appuyer le Oui, quitte à sortir de l'Union nationale pour passer au Parti québécois—ce que Biron fera. Le fédéraliste Bellemare ne peut aller jusque-là. Il prend ainsi sa retraite de la politique active. L'UN sera balayée aux élections suivantes, en 1981. Le parti vivote. L'excellent sens du *timing* de Maurice Bellemare fait en sorte qu'il meurt le 15 juin 1989, quatre jours avant que le directeur général des élections ne déclare la fin de l'Union nationale.

Brailler pour un «péquiou»

Que peut-on retenir du retour du «gros bon sens» à l'Assemblée nationale, en 1974? De la truculence et des envolées presque folkloriques, certes, mais aussi une certaine authenticité. On s'en convaincra en pensant aux funérailles de René Lévesque, à Québec, en novembre 1987. Les journalistes retrouvent alors sur le parvis de la basilique de Québec

un Maurice Bellemare affaibli et affecté. Il déclare: «J'ai ben braillé. J'ai dit t'à l'heure à un «péquiou» qu'y faudrait certain déchirer certaines pages du journal des débats. J'ai été ben cochon pour lui. Mais j'ai ben braillé quand yé mort. Ça a été un grand homme, un grand provincialiste.» Évidemment, il ne fallait pas s'attendre à ce que Maurice Bellemare reconnaissasse la grandeur de l'*indépendantiste* Lévesque. Mais quand on y pense, il a réservé à Lévesque les mots qu'il aurait employés pour son héros, Maurice Duplessis: un grand provincialiste. En 1987, Maurice Bellemare avait encore les réflexes d'une époque révolue à laquelle il avait, presque miraculeusement, survécu. Pourquoi aurait-il changé ses façons de faire? Elles le servaient depuis 1944.

Lors de sa démission, le 19 décembre 1979, Maurice Bellemare déclarait, devant tou-te-s les parlementaires: «Adieu! Au revoir! Mission accomplie!» Dans les faits, sa mission de fédéraliste duplessiste, conservateur, apôtre du gros bon sens, relique abandonnée au sein de la modernité, n'était pas achevée. À preuve, le référendum sur la souveraineté-association du Québec pointait à l'horizon. Et la social-démocratie, pour un temps encore, menait les actions du gouvernement péquiste.

Alors, pourquoi partir? Peut-être a-t-il eu l'intelligence de comprendre que son gros bon sens avait fait son temps. Que ce qu'il considérait comme allant de soi n'était au fond que sa propre idéologie, datée, périmée depuis quelques décennies déjà. L'aurait-il dit ainsi? Sans doute que non. Mais il l'a peut-être compris à sa manière.

Je ne dis pas—surtout pas—qu'il faut faire de Maurice Bellemare une sorte de héros politique. Mais croire comme lui au gros bon sens et à son caractère stable, voire immuable, est la moitié d'un péché. Un péché vénial, tout au plus. Par contre, savoir que le gros bon sens n'est rien d'autre qu'un morceau d'idéologie évidé, tout en se faisant fort-e de le promouvoir sur toutes les tribunes, c'est là un vrai péché. Un péché mortel. Un péché bien d'aujourd'hui.

Si j'étais naïf, j'attendrais de ces pécheurs et pécheresses qu'ils et elles n'encouragent plus la fatigue de la modernité, si facile à alimenter ces temps-ci. J'apprécierais qu'ils et elles ne décrètent pas de pause au nom du gros bon sens. Qu'ils et elles se présentent plutôt tels qu'ils et elles sont: des tenant-e-s d'idéologies aussi historiques et circonstancielles que celles que je défends.

Ce serait là, tout simplement, le gros bon sens. ●

Spécialiste de l'histoire littéraire et intellectuelle des 19^e et 20^e siècles au Québec, **Jonathan Livernois** est professeur titulaire à l'Université Laval. Il vient de faire paraître *Godin*, chez Lux Éditeur. Son essai «La fin d'une histoire» est paru dans *Nouveau Projet 17*.